



**HAL**  
open science

# Guerre civile et changement social. Le cas de la guerre d'Espagne

François Godicheau

► **To cite this version:**

François Godicheau. Guerre civile et changement social. Le cas de la guerre d'Espagne. Histoire et Sociétés, 2003, Guerre et changement social, 8, pp.6-20. halshs-01555482

**HAL Id: halshs-01555482**

**<https://shs.hal.science/halshs-01555482>**

Submitted on 4 Jul 2017

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Guerre civile et changement social. Le cas de la guerre d'Espagne

François Godicheau

## Une guerre civile?

Le conflit qu'en France on appelle « guerre d'Espagne » est tout simplement au sud des Pyrénées, « la guerre civile ». Alors que ce pays en a connu plusieurs au XIX<sup>e</sup> siècle, il n'est la plupart du temps pas besoin de préciser: il s'agit bien de la plus récente, celle qui, de 1936 à 1939, perdue par les républicains, a débouché sur la dictature du général Franco. Pour la plupart des observateurs, elle représente en effet la guerre civile par excellence; et pour la plupart des Espagnols, elle est l'image même de la guerre fratricide. Pourtant, derrière cette apparente simplicité, on trouve un événement de nature fort complexe, à la fois révolution et contre-révolution, conflit national mais aussi international, point culminant des conflits des années 1930 et départ d'une longue nuit dictatoriale. Une guerre civile, certes, mais une guerre civile « pas comme les autres », si tant est qu'il y a une norme; et là commencent nos problèmes.

La guerre d'Espagne a été comparée récemment à deux autres conflits civils reconnus comme tels, en Finlande et en Grèce, permettant de dégager un certain nombre de caractères communs, ce qui après tout n'est pas surprenant.<sup>1</sup> Poser le problème de sa spécificité quant à la thématique du changement social ouvre cependant d'autres questionnements, plus risqués: à comparer avec les conflits « non civils » de la même époque, on rencontre des interprétations récentes qui finissent par introduire le doute sur ce qu'est une guerre civile. Des discussions passionnées ont eu lieu en Italie et en France, autour de l'hypothèse selon laquelle ces pays auraient connu, à un moment ou à un autre du deuxième conflit mondial; une sorte de guerre civile.<sup>2</sup> Une fois ces réflexions sorties de leur cadre national et offertes à la comparaison, on voit disparaître la confortable évidence de ce qu'est une guerre civile, au moins dans le cas espagnol.<sup>3</sup> Non pas que soit remis en question le caractère civil du conflit: simplement, il devient urgent de se demander ce qui se cache derrière cette expression conventionnelle, dont la bonne fortune en histoire est elle-même due à une lutte autour du nom de la guerre. Ces interrogations concernent directement notre propos ici, car elles en rejoignent d'autres, portant sur les limites chronologiques de la guerre civile, ce qui n'est pas sans conséquence sur la manière dont on peut envisager le changement social.

---

<sup>1</sup> Julián Casanova, « Civil wars, revolutions and counterrevolutions in Finland, Spain, and Greece (1918-1949). A comparative analysis », Kellogg Institute for International Studies, working paper.

<sup>2</sup> Pour l'Italie, on pense bien sûr au livre de Claudio Pavone, *La guerra civile* et au débat qu'il a provoqué. Pour la France, Olivier Wieviorka, en désaccord avec l'idée d'une guerre civile en France en 1944, cite (dans « Guerre civile à la française ? Le cas des années sombres » in Julio Aróstegui y François Godicheau (eds.), *Guerra civil. Mito y memoria*, Madrid, Marcial Pons, 2006.) les mots de Jacqueline Sainclivier (dans Jean-Claément Martin (dir.), *La Guerre civile en Histoire et Mémoire*, Ouest Editions, 1995, p. 200) et ceux d'Henri Rouso (dans *Le syndrome de Vichy, de 1944 à nos jours*, Points-Seuil, 1990).

<sup>3</sup> Une telle approche comparative a eu lieu en 2000 en Grèce « Civil wars in Europe and the Mediterranean during the 20th Century », avec la présence de Claudio Pavone et d'Olivier Wieviorka, l'intervention de ce dernier ayant provoqué un intense débat, comme lors du colloque tenu à la Casa de Velázquez en mars 2002, à propos de la comparaison des événements et des mémoires en France et en Espagne.

La date traditionnelle marquant la fin du conflit est celle du 1<sup>er</sup> avril 1939, quand est diffusé par les vainqueurs le communiqué suivant: « Les années du Généralissime ont atteint leurs derniers objectifs militaires. » Ceux que l'on appelle les « nationalistes» avaient -ils pour autant atteint leurs objectifs politiques et sociaux? La réponse aujourd'hui en Espagne est de plus en plus souvent négative, et par conséquent, il est de plus en plus courant de trouver des livres qui embrassent la guerre civile et les premiers temps de la dictature comme une seule et même période: l'intense répression orchestrée par le régime, touchant tous les aspects de la vie sociale, aurait prolongé le conflit pendant au moins dix ans.<sup>4</sup>

Envisager la guerre civile sous l'angle du changement social, c'est ramener les formes de la violence armée (répression, guérillas, guerre de tranchées) au rang d'aspects de l'événement, qui, loin d'être secondaires, ne déterminent pourtant pas sa nature. Le conflit présente en effet des caractéristiques qui affaiblissent l'argument selon lequel l'existence de la guerre civile est liée à celle d'un front. À l'été 1936, la ligne de front qui se dessine peu à peu, partageant l'Espagne en deux zones, n'est pas le seul terrain d'affrontement civil. Ce qui lui donne son aspect de guerre totale et « fratricide» est le fait que chaque village est le théâtre d'une confrontation violente, à fort contenu politique et social, qui dure bien au-delà des premiers jours et de la mise en place des fronts. Quant à la période postérieure au 1<sup>er</sup> avril 1939, la plupart des recherches menées actuellement sur les premières années du franquisme tendent à démontrer que, loin d'être un phénomène résiduel, la violence répressive engage toute la société et crée un front permanent dans chaque localité, selon le même découpage ami/ennemi que depuis 1936, avec la même volonté d'éradication.<sup>5</sup> Même la lutte contre les guérillas prend l'aspect de véritables campagnes militaires, avec extermination de l'ennemi et politique de la terre brûlée contre les villages sur lesquels s'appuient les partisans, à la fin des années 1940.<sup>6</sup>

## La radicalisation d'une société

Une des difficultés vient du fait que l'importance relative des aspects militaires, politiques et sociaux change considérablement en fonction des moments et même des lieux considérés. La guerre est d'un bout à l'autre politique, et en ce sens, elle correspond à l'idée selon laquelle s'y affrontent deux conceptions unitaires de la citoyenneté, exclusives l'une de l'autre.<sup>7</sup> Mais elle voit aussi éclater une révolution sociale extrêmement radicale. Celle-ci n'apparaît pas dans un ciel serein, on le sait, puisque le but proclamé des militaires qui se soulèvent en juillet 1936 était précisément de devancer et d'éviter une telle révolution. En réalité, ils la précipitent. Elle n'a lieu que dans les régions qui forment ensuite le « camp républicain », avec divers degrés de profondeur, mais elle a aussi son pendant dans ce qui va devenir « l'autre Espagne » : les militaires et les milices d'extrême droite qui les épaulent développent de leur côté une véritable contre-révolution.

---

<sup>4</sup> La meilleure illustration est sans doute le livre collectif dirigé par Santos Julià, qui porte sur une période large allant de 1936 à 1949 : *Víctimas de la guerra civil*, Madrid, Temas de Hoy, 1999.

<sup>5</sup> La bibliographie sur ce thème commence à être très importante. On ne citera que les excellents travaux de Conxita Mir Curco : *Vivir es sobrevivir. Justicia, orden y marginación en la Cataluña rural de posguerra*, Lérida, Milenio, 2000 et « El estudio de la represión franquista : una cuestión sin agotar », *Ayer*, n°43.

<sup>6</sup> Pour un récit des événements (dans une partie de l'Espagne seulement) voir Francisco Moreno Gómez, *La resistencia armada contra Franco. Tragedia del maquis y la guerrilla*, Barcelona, Crítica, 2001.

<sup>7</sup> Dimitri Nicolaidis, « Guerre civile et État-nation, une approche structurelle », dans Jean-Clément Martin (dir.), *op.cit.*, pp.100-113.

Mais la révolution sociale débutée à l'été 1936 fait long feu: les transformations qu'elle entreprend sont sans lendemain et sont remises en cause bien avant la victoire des nationalistes. Dans le « camp républicain », au fur et à mesure que les mois passent, et surtout à partir du printemps de 1937, les aspects purement militaires prennent le dessus sur les questions politiques, grâce à une recomposition des forces partisans et à un recul des options révolutionnaires. Les multiples conflits internes sont en quelque sorte pacifiés et l'intérieur est transformé en un « arrière » de plus en plus militarisé et mis au service du seul et unique front.<sup>8</sup> La guerre finit par présenter des aspects tout à fait classiques, comme si deux pays s'affrontaient. De fait, dans chacun des deux camps s'est imposée une vision de la guerre comme « guerre de libération nationale » : croisade contre l'envahisseur communiste d'un côté, guerre de défense contre l'agression fasciste de l'autre. Mais il importe de voir que la forme prise par l'affrontement à ce moment-là - des armées régulières luttant sur un front - n'est qu'un des visages transitoires de la guerre civile.

La répression qui a débuté à l'arrière du front dès 1936 ne cesse pas en avril 1939, ni dans les territoires tombés tout de suite aux mains des putschistes, ni a fortiori dans les provinces récemment conquises : tout au long de la guerre, le front est un des principaux terrains de bataille pour les franquistes, mais il n'est pas le seul. La guerre, qu'ils conçoivent comme une « croisade », se prolonge tout naturellement sur les autres terrains. La répression, appuyée sur une forte mobilisation politique d'une partie de la société, sert de terrain d'édification pour un nouvel État, mais est aussi orientée vers la mise au monde progressive d'une nouvelle Espagne, selon un processus de régénération passant par l'anéantissement des vaincus, et dont les trois ans de guerre n'ont été qu'un épisode.<sup>9</sup> Les transformations révolutionnaires ayant eu lieu sur les territoires à un moment donné contrôlés par les républicains ne font que renforcer la contre-mobilisation postérieure des franquistes.

En ce sens, on peut envisager une période d'une petite douzaine d'années marquée par d'intenses mobilisations collectives, fortement politisées, au cours desquelles toute une « société en mouvement » entre en état de guerre en 1936 pour n'en ressortir qu'à la fin des années 1940, avec un État autoritaire stabilisé et une société profondément changée, assujettie, dépolitisée. La guerre produit une accélération et une dramatisation des mobilisations collectives, et surtout, par la généralisation de la violence politique, entraîne un remodelage de la société, d'autant plus effectif que la victoire de l'un des deux camps s'étire dans le temps et devient totale. Étudier ses rapports avec le changement social implique de s'intéresser à toutes les rencontres entre mobilisation collective et contrainte violente; les transformations révolutionnaires permises par la guerre dans le camp républicain, bien qu'éphémères, participent à cette radicalisation des oppositions qui va dessiner avec force la frontière entre vainqueurs et vaincus.

---

<sup>8</sup> Cette transformation-militarisation de l'arrière est un des aspects de notre thèse de doctorat : « Répression et Ordre public en Catalogne pendant la guerre civile » (EHESS, dir. Pr. Bernard Vincent, 2001) dont une version remaniée paraîtra en 2004 aux éditions Odile Jacob.

<sup>9</sup> Ce changement conditionne une autre transformation de grande ampleur, qui fait passer l'Espagne de pays profondément clivé entre des parties très traditionnelles et des villes en voie de modernisation, pays fortement polarisé socialement et politiquement, à un pays de villes, relativement développé, une société de consommation dans laquelle la politique, même si elle peut conduire à de fortes mobilisations (on l'a vu cette année) est beaucoup plus qu'avant une affaire de choix facultatif. Cette modernisation, paradoxale après la victoire des options traditionalistes incarnées par Franco, est pour l'historien Enric Ucelay Da-Cal (« Llegar a capital : Rango urbano, rivalidades interurbanas y la imaginación nacionalista en España del siglo XX », *Papers de la Fundació Campalans*, 2002.) une des questions les plus importantes du XX<sup>e</sup> siècle espagnol.

On se limitera ici à indiquer les champs probables du changement social lié à la guerre civile, non seulement pour des raisons d'espace, mais aussi parce que, en dépit d'une production très abondante, l'historiographie de la guerre civile a très peu exploré les dimensions sociales du conflit. Ce sont les grilles politiques qui dominent, qu'elle privilégie les déclarations des acteurs institutionnels ou qu'elle s'attache à l'analyse des « structures » de la société espagnole, dans la recherche des causes et des responsabilités d'un événement qui a longtemps été présent et commence tout juste à devenir passé.<sup>10</sup> On abordera en premier lieu la guerre civile comme accélération soudaine et traduction ultime de la crise multiforme vécue par l'Espagne dans l'entre-deux guerres. Nous verrons ensuite comment la guerre renforça encore la polarisation politique, la révolution et la contre-révolution se répondant, ce qui prolongea le conflit pendant de longues années et acheva de bouleverser en profondeur la société.

### **La guerre civile ou l'accélération de la crise sociale**

L'Espagne de 1936 présente les traits d'une crise multiforme et profonde qui, même si elle ne rendit pas la guerre prévisible - et encore moins nécessaire - permet de mesurer la force et la complexité des bouleversements sociaux à l'oeuvre pendant le conflit. Depuis un quart de siècle, le pays a multiplié par deux la part de sa population active travaillant dans l'industrie, et a connu dans certaines régions une croissance urbaine notable.<sup>11</sup> Ces changements se sont accompagnés d'une crise prolongée du système politique: d'une part, les écarts de développement régionaux ont accentué les différences dans la pénétration du libéralisme politique au sein des élites, fragilisant un État déjà faible, celui de la Restauration monarchique, incapable de se réformer en proposant, par exemple, aux Catalans et aux Basques un cadre efficace d'intégration nationale espagnole ;<sup>12</sup> d'autre part, les formes traditionnelles du contrôle social- celles, clientélares, du caciquisme -, étaient de moins en moins efficaces là où naissait un monde ouvrier porté à l'auto-organisation, et l'apport complémentaire de l'État à ce contrôle était de plus en plus répressif et brutal, selon une évolution inverse à celle de la France voisine, où s'imposait la notion de maintien de l'ordre.<sup>13</sup> Cette brutalité et la défiance populaire envers un système électoral traditionnellement contrôlé par les caciques donnèrent périodiquement l'avantage, au sein du mouvement ouvrier, aux partisans de la rupture révolutionnaire, et en particulier aux anarcho-syndicalistes.

Quand, en 1931, la Seconde République naît et propose réforme sociale - notamment la réforme agraire - et intégration politique, l'Espagne est touchée par la crise économique, le chômage et un renforcement des tensions, notamment dans les latifundios méridionaux, autour de l'accès des journaliers à la terre. Les fortes mobilisations sociales qui ne tardent pas à avoir lieu et le renforcement de la polarisation politique prennent la forme de l'affrontement radical entre révolution et « fascisme », en consonance avec la manière dont s'expriment les conflits dans une Europe en proie à des tensions extrêmes.<sup>14</sup> Les deux

---

<sup>10</sup> Ce défaut d'histoire sociale est souligné par exemple par Juan Antonio Blanco Rodríguez dans son panorama de l'historiographie de la guerre : « La Guerra Civil (1936-1939) », *Bibliografías de Historia de España*, n°7, vol. 1, CSIC, Cindoc, Dep. de Ciencias Humanas, Madrid, 1996, pp. 34-35.

<sup>11</sup> J. Catalán, *La Economía española y la segunda guerra mundial*, Barcelona, Ariel, 1995.

<sup>12</sup> Cf. Enric Ucelay Da-Cal, *op.cit.*

<sup>13</sup> Cf. Patrick Bruneteaux, *Maintenir l'Ordre. Les transformations de la violence d'État en régime républicain*, Paris, Presses de la FNSP, 1995.

<sup>14</sup> Pamela Radcliff, *From Mobilisation to civil War*, Cambridge, CUP, 1996.

centrales syndicales, l'Union générale des travailleurs (UGT, socialiste) et la Confédération nationale du travail (CNT, anarcho-syndicaliste), gagnent des centaines de milliers d'adhérents et, dans une société traversée par des « hostilités plurielles » amènent au premier plan les conflits sociaux exprimés en termes de lutte des classes. La mobilisation populaire pour le changement social prend des aspects d'affrontement civil, quand les paysans sans terres envahissent et répartissent des grandes propriétés ou quand la CNT tente des soulèvements locaux, ou directement un visage révolutionnaire, lors de la « commune » des Asturies en octobre 1934.

La crise affecte directement le régime républicain, qui apparaît aux uns et aux autres comme complice de la mobilisation de l'adversaire. Devant l'incapacité à ramener l'« ordre », malgré l'accentuation des tendances répressives des régimes antérieurs, le divorce s'installe entre les institutions et les élites traditionnelles. Et quand, pour le compte de celles-ci, l'armée décide de prendre le pouvoir, l'État implose : les 18 et 19 juillet 1936, l'incapacité des militaires à réaliser rapidement leur coup d'État laisse les institutions dépourvues du monopole de la force publique, à la merci de la réponse populaire, qui prend la forme d'une profonde vague révolutionnaire. D'emblée, le changement social est au cœur de la guerre civile, comme enjeu et comme une de ses manifestations principales.

Fragmentation et écroulement - partiel et temporaire - de l'État, d'une part, et révolution sociale, de l'autre, semblent nous situer au cœur d'une guerre civile répondant au schéma léniniste du prolongement de la politique sous un autre nom. Pourtant, dès les premiers moments du conflit, la ligne de partage autour de laquelle se constituent les deux camps apporte un démenti à toute interprétation simpliste : on ne trouve pas d'un côté les élites et de l'autre le peuple ou les classes laborieuses. Dans ce qui va devenir le côté franquiste, on assiste à une mobilisation réelle d'une partie des paysans pauvres, petits propriétaires castillans, facilitée par leur encadrement dans un syndicat agrarien catholique. Dans le camp républicain, diverses couches sociales se côtoient, même si, dans les premiers temps, l'élément ouvrier est aux avant-postes. En réalité, l'échec du coup d'État et la naissance d'une guerre bientôt incarnée dans un front militaire entraînent une recomposition des identités collectives en fonction du nouveau conflit.

## **Radicalisation politique**

Cette recomposition est plus rapide et plus complète chez ceux qu'on appelle communément les nationalistes que chez leurs adversaires, les uns et les autres étant conduits, à cause de l'imprévu d'une situation présentant de chaque côté une grande hétérogénéité politique, à chercher des éléments de cohésion, à « construire » symboliquement leur camp. L'urgence est plus grande, pour les auteurs du coup d'État, de se doter d'une légitimité politique capable de rivaliser avec celle de la République, même si, aux premières heures du soulèvement, c'est au nom de cette même République que certains généraux prétendent agir. Et même si la présence conjointe de monarchistes de diverses obédiences - alfonsins et carlistes -, d'un parti fascisant comme la Phalange, d'autres organisations de droite jusque-là républicaines, de militaires aux préférences diverses et d'une Église ralliée par sa seule hostilité aux institutions et son conservatisme social, conduit à différer jusqu'à une date assez tardive la formulation précise d'un projet politique, ce nouveau camp se dote assez vite de symboles unifiants. Dans les premiers mois, on assiste à un processus politique de choix de symboles - dont certains sont réinterprétés - et d'une rhétorique consensuelle qui dote les combattants d'une identité commune et réunit

tous les traits de l'adversaire sous une seule étiquette. Sont ainsi adoptés le drapeau rouge et or des monarchistes alfonsins, le salut au bras levé, l'hymne phalangiste *Cara al Sol*, le nom de l'ennemi *-los rojos -* et l'imaginaire de la Croisade catholique.<sup>15</sup> Ce processus a une grande importance, dans un premier temps, car il facilite une mobilisation sociale massive et unifiée, grâce à un ensemble de rituels collectifs, mais aussi, à plus long terme, dans la mesure où il établit la grille de lecture et les catégories dans lesquelles le régime fit ensuite entrer de force les Espagnols pour composer la société franquiste.<sup>16</sup>

La dynamique de constitution des deux camps ne reposait pas seulement sur un choix et une réinterprétation de symboles et sur une mobilisation: le fossé ne se creusa définitivement que sous la force des torrents de sang versés de part et d'autre.<sup>17</sup> La terreur déclenchée dans chacun des deux camps fit non seulement des dizaines de milliers de morts, mais elle fut aussi politiquement et socialement orientée. Dans toutes les villes tombées aux mains des militaires, les victimes furent principalement les cadres et les militants les plus actifs du mouvement ouvrier; dans les campagnes, ce furent les activistes ou les simples adhérents des partis du Front populaire, ou toute personne considérée comme socialement dangereuse par les nouveaux maîtres. Les bourreaux étaient les élites traditionnelles des villages et les militants des organisations d'extrême droite, assistés de manière systématique par l'armée. Le tout fut opéré en fonction d'un projet cohérent d'éradication de l'adversaire politique et, au-delà, de toute contestation ouvrière, qui se prolongea ensuite en « terreur froide» pendant de longues années.

Dans les régions où le coup d'État avait échoué, d'importants stocks d'armes étaient tombés aux mains des organisations ouvrières et, à Barcelone, en particulier, aux mains des anarchistes. La dissolution, dans les premiers jours de la guerre, des unités militaires et policières restées fidèles - ou leur départ vers d'autres villes pour les libérer - inversa en quelque sorte le monopole de la force armée. Des colonnes de volontaires se constituèrent pour aller combattre le soulèvement là où il avait réussi, traversant des campagnes, où presque partout, le pouvoir municipal était passé à des comités aux noms divers, composés principalement des représentants des syndicats et partis ouvriers. Ces organismes nouveaux ne connurent qu'une centralisation partielle, qui s'incarna par exemple à Barcelone dans le Comité central des milices antifascistes, véritable gouvernement alternatif de la Catalogne, disputant l'autorité aux institutions autonomes de la Généralité, bien qu'il n'exerçât pas de contrôle réel sur les mille comités de la région. La dispersion du pouvoir d'État entre les différentes villes, véritable municipalisation, fit que la résistance des révolutionnaires locaux à la reconquête gouvernementale de l'autorité prolongea pendant de longs mois une véritable situation de « double pouvoir ».<sup>18</sup>

Ces circonstances donnèrent naissance, dans les premiers mois de la guerre, à une terreur révolutionnaire dans l'ensemble des territoires d'un camp qui, pour le moment, n'avait de

---

<sup>15</sup> Rafael Cruz (à paraître), « Old symbols, new meanings. The rebel mobilization in the summer of 1936 », dans Ealham Chris et Richards Michael (dirs.), *The Splitting of Spain (1936-1945)*.

<sup>16</sup> Michael Richards, *Un tiempo de silencio*, Barcelona, Crítica, 1999.

<sup>17</sup> Les estimations les plus fiables et les plus récentes (cf. Santos Julià, *op.cit.*) donnent pour la répression franquiste — guerre et après-guerre— un chiffre de 72527 exécutions pour 24 provinces étudiées jusqu'ici, et pour la répression dans le camp républicain, 37 843 victimes sur 22 provinces, ce qui, rapporté à tout le territoire, amènerait à un total supérieur à 150 000 pour les victimes du franquisme et voisin de 50 000 dans l'autre camp.

<sup>18</sup> José Antonio Pozo González : « El poder revolucionari a Catalunya durant els mesos de juliol a octubre de 1936 / crisi i recomposició de l'Estat. », 2 vols., 563 pp, Universitat Autònoma de Barcelona, 2002.

républicain que le nom, dans la mesure où les comités rejetaient l'autorité morale de la République, au nom des espoirs déçus et de la répression des années précédentes. Ils proclamaient la Révolution sociale et commençaient à la mettre en oeuvre en éliminant physiquement les représentants traditionnels du pouvoir ancien: les milliers d'assassinats qui eurent lieu répondent là aussi à une logique sociale et politique claire. Les victimes furent d'abord des prêtres, qui incarnaient l'ordre ancien qu'on prétendait abolir en tuant, profanant et en incendiant les églises, selon des rituels d'inversion propres à instituer une nouvelle ère.<sup>19</sup> Ensuite, viennent les propriétaires terriens, patrons, contremaîtres, juges, édiles et militants de droite s'étant illustrés dans les luttes sociales et politiques passées par leur violence ou leur intransigeance.

Ces assassinats dans l'un et l'autre camp convertirent toutes les localités en autant de fronts de la guerre civile, sans compter que les nouvelles de la violence déployée par l'adversaire dans les régions qu'ils contrôlaient redoublaient la frénésie assassine et contribuaient à faire de l'adversaire politique et social de la veille, l'ennemi mortel du jour. En outre, ces violences donnèrent naissance à des haines profondément enracinées, au point qu'on peut dire que la guerre civile était présente dans tous les villages, et qu'elle y était pour longtemps. Cette possibilité de perpétuation indéfinie du conflit, transformée en réalité, comme on va le voir, par la politique vengeresse des vainqueurs, tient aussi à la radicalité de l'inversion sociale déployée dans certaines parties du camp républicain: l'ardeur contre-révolutionnaire des franquistes, qui prolongea si longtemps la guerre, ne répondait pas à une révolution fantasmée, mais bien réelle.

### **Guerre civile et mobilisation sociale**

Dans le camp républicain, la guerre a été l'occasion d'une mobilisation sociale sans doute plus importante que dans le camp adverse, l'une et l'autre réservant encore aux chercheurs de longues années de travail. Les assassinats ne sauraient être interprétés sans qu'on les relie à la mise en place, par les nouvelles autorités locales, d'une politique résolument orientée vers le renversement des hiérarchies sociales: le travail de J. A. Pozo González<sup>20</sup> a montré, à propos de la Catalogne, tout l'éventail des mesures révolutionnaires prises par les comités. Pour financer les programmes d'aide aux chômeurs ou entretenir les ouvriers engagés dans les milices sur le front, pour subvenir aux besoins des familles restées sans revenus ou payer les « patrouilles » locales chargées de garder les villages ou d'appliquer les mesures qu'ils décidaient, les comités mirent en place des systèmes d'impôts, de confiscations, d'amendes et de contributions plus ou moins forcées qui pesaient d'abord et avant tout sur les habitants fortunés, propriétaires, patrons d'usines et commerçants. D'une part, ils justifiaient la terreur qu'ils faisaient régner sur cette partie de la population parce que le conflit était pour eux une guerre sociale, de l'autre, ils s'engageaient massivement sur le front, pour défendre non pas la République, mais une autre société.<sup>21</sup>

Outre ces aspects, l'image la plus répandue des bouleversements révolutionnaires dans le camp républicain est bien sûr la collectivisation des terres et des usines. Partout où les

---

<sup>19</sup> Manuel Delgado Ruiz, *Lucas iconoclastas : anticlericalismo, espacio y ritual en la España contemporánea*, Barcelona, Ariel, 2001.

<sup>20</sup> *Op.cit.*

<sup>21</sup> José Antonio Pozo a montré, à partir de l'étude de certains villages, le caractère relativement massif de l'engagement ouvrier dans les milices, et il remarque que, pour une forte proportion de volontaires, il ne s'agissait pas de chômeurs ou d'individus déclassés mais d'ouvriers avec charge de famille.



ouvriers agricoles sans terres étaient nombreux, ils se lancèrent - pour certains dès la victoire du Front populaire, en février 1936 à l'assaut des grandes propriétés et tentèrent de faire fonctionner des collectivités agricoles. Ces mouvements touchèrent aussi des régions où dominait la petite propriété, le fermage ou le métayage, mais une fois les locataires devenus propriétaires, les élans collectivistes impulsés en particulier par les anarchistes furent la source de fortes tensions.<sup>22</sup> Dans les villes, après la grève générale de la fin juillet 1936 qui accompagna la réaction populaire au coup d'État, les ouvriers, qu'ils trouvent leurs usines abandonnées par leur patron ou non, se mirent à les faire fonctionner eux-mêmes ou intervinrent directement dans sa gestion, à l'aide de leurs comités ou directement des syndicats.

Quelle que soit la réussite ou l'échec de ces initiatives, elles reflètent une augmentation très forte de la participation ouvrière à la direction économique et représentent une attaque sans précédent au principe de propriété. Cette mobilisation affecta aussi la participation des femmes aux affaires publiques, dont les aspects les plus spectaculaires furent la présence de quelques miliciennes sur les fronts ou l'accès au ministère de l'anarchiste Federica Montseny, mais qui prit de nombreuses autres formes, dans le prolongement d'un mouvement qui avait débuté après la proclamation de la République.<sup>23</sup> D'une manière générale, on assista à un profond renouvellement du personnel politique au niveau des villages et des petites villes, qui signifia pour les nouveaux responsables une notable ascension sociale.

On le sait, ces changements furent de courte durée, mais pas seulement à cause de la victoire franquiste en 1939 : comme le territoire contrôlé par les militaires, cette moitié de l'Espagne connut un processus de recomposition identitaire comme « camp républicain », à partir de la reconstruction de l'État, mais beaucoup plus heurté et moins achevé que chez l'adversaire. Les fonctions de police et de justice furent récupérées par les institutions au prix quelquefois d'affrontements sanglants, comme à Barcelone en mai 1937, avec l'appui des partis hostiles à la révolution sociale ou partisans de la repousser après la victoire - républicains, socialistes et communistes.<sup>24</sup> Cette récupération permit de mettre un frein et même quelquefois de revenir sur les changements révolutionnaires, que les institutions au départ affaiblies avaient dû légaliser par des décrets. L'internationalisation de la lutte, la mise sur pied d'une « armée populaire » et l'incessante rhétorique de l'unité aidèrent à la constitution d'une légitimité de « Front populaire antifasciste », et la militarisation progressive de l'arrière recouvrit et souvent annula les changements du début du conflit, au fur et à mesure que celui-ci plongeait les républicains dans la guerre totale. Pourtant, la profondeur des divisions ne fut que temporairement masquée, et l'échec relatif d'une mobilisation symbolique homogène de ce camp affaiblit grandement ceux qui, à partir d'avril 1939, furent « les vaincus », et aggrava leur décimation. Les vainqueurs prolongèrent par leur politique répressive les effets d'une guerre dont le bilan humain - 286000 morts entre 1936 et 1939 - et matériel fut beaucoup moins lourd que celui, par exemple, de la France du fait du second conflit mondial. Plus de 300000 émigrés définitifs,

---

<sup>22</sup> Walter Bernercker, *Colectividades y revolución social. El anarquismo en la guerra civil española*, Barcelona, Crítica, 1982 ; Julián Casanova, *Anarquismo y revolución en la sociedad rural aragonesa (1936-1938)*, Madrid, Siglo XXI, 1985.

<sup>23</sup> Mary Nash, *Rojas. Las mujeres republicanas en la Guerra Civil*, Madrid, Taurus, 1999.

<sup>24</sup> François Godicheau, *op.cit.*

des dizaines de milliers d'exécutions, des centaines de milliers d'emprisonnements,<sup>25</sup> une profonde revanche sociale marquée par des licenciements en masse, une épuration sans pitié et la destruction complète de toute organisation ouvrière, furent aussi importants que l'incompétence économique des militaires dans la désindustrialisation de l'Espagne - transfert de 700000 salariés vers l'agriculture - et l'instauration d'une dictature de la misère qui frappa d'abord ceux qui partout étaient désignés comme les « vaincus »: les salaires réels, agricoles et industriels, baissèrent fortement (jusqu'à 50 %) et durablement, et de nombreux propriétaires reprirent leurs terres affermées.<sup>26</sup> La radicalisation des identités politiques et la profondeur et les directions du bouleversement social révolutionnaire intervenu dans le camp républicain orientèrent fortement le franquisme dans son entreprise de façonnement d'une « nouvelle Espagne ».<sup>27</sup> L'existence d'une guérilla antifranquiste servit de point d'appui supplémentaire au régime pour maintenir la dichotomie vainqueurs-vaincus.<sup>28</sup>

La guerre avait produit une désorganisation administrative et une nécessaire recomposition, au départ chaotique. Puis, sous la direction de plus en plus nette de l'armée, les querelles entre les divers groupes de vainqueurs - phalangistes, caciques locaux, etc. - laissèrent la place à un lissage et à une intégration progressive des réseaux clientélistes à une pyramide de pouvoir au sommet de laquelle siégeait Franco.<sup>29</sup> La force acquise par l'armée lui permit de rationaliser le pouvoir local autour d'une administration unifiée qui rendait l'État beaucoup plus présent que par le passé, ce qui contribua sans doute à la stabilité sociale et politique, en complétant l'effet obtenu par l'élimination physique et morale de toute une génération militante. Ce renforcement autoritaire des hiérarchies sociales, associé à l'uniformisation des couches populaires par la misère et par l'écrasement des instruments d'identification et de mobilisation collective, ramena les multiples fractionnements de la société à un double clivage: riches-pauvres et, parmi ces derniers, vainqueurs-vaincus, ces derniers étant majoritaires.

---

<sup>25</sup> Le nombre officiel de prisonniers politiques en 1940 (prisons et camps de concentration) était de 270 719, ce qui correspond à la limite maximale des possibilités économiques du régime.

<sup>26</sup> Catalán, *op.cit.*

<sup>27</sup> Cf. Michael Richards, *op.cit.*

<sup>28</sup> Cf. Moreno González, *op.cit.*

<sup>29</sup> Antonio Cazorla Sánchez, *Las políticas de la victoria*, Madrid, Marcial Pons, 2000.